



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Profils STEPS

NOTE CONCEPTUELLE

PROJET (version 4)

17 février 2017

Table des matières

1. Introduction	1
2. Justification et objectifs.....	2
3. Définir la transformation structurelle	3
4. Cadre d'analyse	4
4.1 Emploi	6
4.2 Production	8
4.3 Société	10
5. Cadre de politiques.....	12
5.1 Emploi	15
5.2 Production	16
5.3 Société	16
6. Structure et contenu des Profils	17
6.1 Structure des Profils STEPS.....	17
6.2 Conséquences pour le choix des données.....	19
7. Mise en œuvre	21
7.1 Processus de production des Profils	21
7.2 Rôles et attributions.....	22
7.3 Fréquence et calendrier	23
7.4 Ressources nécessaires	25
Annexe.....	27

1. Introduction

Le présent document est une mise à jour de la Note conceptuelle sur les profils de pays de la CEA, initialement publiée en 2013. Il tire parti des bons résultats des 20 premiers profils de pays lancés en mars 2016 et des enseignements dégagés de leur production et de leur diffusion. Plusieurs autres profils de pays sont en cours d'élaboration, c'est pourquoi il importe de préciser les caractéristiques du produit actuel pour en améliorer la pertinence et l'effet. En particulier, il faut plus largement mettre en avant la transformation structurelle pour que ces profils deviennent des documents de référence à l'intention des dirigeants africains et d'autres acteurs importants.

La présente Note conceptuelle définit une proposition à l'intention de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) tendant à produire une nouvelle génération de profils de pays, sous le nom de **Profils STEPS**, à la faveur de la coordination entre les bureaux sous-régionaux, le Centre africain pour la statistique, la Division des politiques macroéconomiques et la Division du commerce et de l'intégration régionale, la Division des politiques de développement social et d'autres divisions organiques du secrétariat de la CEA.

Les Profils STEPS fourniront des données précieuses et une analyse de politique générale sur les questions soulevées par la transformation structurelle. L'idée maîtresse est que les Profils STEPS deviendront le premier interlocuteur pour ceux qui rechercheront une **évaluation détaillée de la transformation structurelle au niveau du pays**. En fait, nous n'avons connaissance d'aucune autre publication périodique s'appliquant à certains pays sur la question, et il y a donc là un créneau à exploiter. De plus, la Note conceptuelle guide la production des **profils sous-régionaux** qui représenteraient un élément essentiel de la ligne des produits STEPS. Ces profils sous-régionaux offriront les moyens de faire des comparaisons entre pays, souvent recherchées, et offriront des enseignements placés dans leur contexte et de précieuses perspectives sous-régionales, autant d'atouts de la CEA. Le public visé pour les profils de pays et les profils sous-régionaux est composé des dirigeants, des chercheurs, de la société civile et des milieux universitaires en Afrique et en dehors du continent.

Le présent projet s'inscrit dans une **perspective à long terme** ; il est assorti d'une démarche ambitieuse, mais progressive comprenant la création de capacités et le dialogue sur les politiques. Les premiers Profils STEPS manqueront peut-être de certaines données essentielles dans certains domaines, mais ils devraient susciter un élan positif devant conduire à une amélioration de la production et de la diffusion de données (internationalement comparables) en Afrique. L'obtention de données précises, cohérentes et obtenues en temps utile est une condition pour une bonne définition des politiques.

La section suivante présente la justification et les principaux objectifs des Profils STEPS. La section 3 offre une définition pratique de la transformation structurelle, notion qui est au centre de l'analyse des données et des politiques. La section 4 introduit le cadre d'analyse qui guidera la conception et la production des Profils STEPS. Ce cadre comprend les trois dimensions de la transformation structurelle, dans des domaines de résultats bien précis et au moyen d'indicateurs principaux attachés à chacune de ces dimensions. La section 5 propose un cadre complémentaire comprenant un ensemble indicatif d'options de politique générale pour concourir à la transformation structurelle – notamment des interventions facilitatrices et ciblées. La section 6 décrit la structure des Profils STEPS et examine certaines des incidences importantes s'agissant des données. La section 7 traite des

questions d'application telles que le processus de production, les attributions et responsabilités, la fréquence et le calendrier, ainsi que les ressources nécessaires.

2. Justification et objectifs

Les profils de pays de la CEA servent à suivre les principales évolutions économiques et sociales dans les États membres et à donner une analyse en temps opportun des difficultés critiques dans le choix des politiques. Les 20 premiers profils de pays ont été lancés en mars 2016, ils ont été reçus avec un intérêt marqué dans tout le continent. La production des profils de pays a également contribué à améliorer les collaborations au sein de la CEA et permis un suivi plus étroit des évolutions dans chaque pays par les soins des bureaux sous-régionaux. Mais il est important de **mettre à jour** la Note conceptuelle initiale afin d'incorporer les enseignements dégagés lors de son application.

Il faut également mieux **différencier** l'actuel produit, car il a été difficile de préciser sa valeur ajoutée propre dans un domaine hautement compétitif, où les concurrents sont nombreux. Plusieurs organisations produisent des profils de pays semblables comme l'Economist Intelligence Unit (EIU), la Central Intelligence Agency (CIA) des États-Unis d'Amérique et les trois entités qui produisent les Perspectives économiques en Afrique : la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ces organisations consacrent des ressources financières et humaines importantes à la production de leur ensemble de profils de pays et sont souvent présentes dans le pays concerné – par leurs bureaux ou par le recrutement de consultants locaux. En s'écartant de la formule standard de profil de pays – qui habituellement porte une évaluation des tendances et des politiques macroéconomiques et sociales – la CEA pourra différencier son produit en le rendant plus visible et plus facilement utilisable.

Enfin, il est essentiel de mieux **aligner** l'actuel produit sur la mission principale de la CEA et sur ses atouts. La Note conceptuelle initiale indiquait déjà la direction à prendre :

« Alors que plusieurs autres profils de pays sont actuellement diffusés, les profils de pays de la CEA devraient créer une valeur ajoutée en fournissant au bon moment une analyse des politiques générales et des projections dans une perspective africaine ; ils devraient aussi suivre et informer le thème central de la **transformation** économique et **structurelle** des États membres de la Commission. » (p. 1)

« Le principal objectif des profils de pays est d'offrir à la CEA les moyens de produire et de diffuser des analyses et des recommandations par pays et propres à la région sur les politiques de **transformation** économique susceptibles de promouvoir une croissance durable et un développement social viables. » (p. 7)

Les Profils STEPS s'appuient sur les atouts de la série initiale de profils de pays de la CEA, mais vont plus loin en précisant leur idée maîtresse, la transformation structurelle. Ce **repositionnement stratégique** est pleinement compatible avec le mandat de la CEA qui est d'aider les États membres à poursuivre leur transformation structurelle. Il s'appuie aussi sur l'expérience déjà acquise par la CEA et le travail accompli sur la question. Les Profils STEPS seront des documents inédits, à jour, qui sans aucun doute se caractériseront par des données de pointe et une analyse des politiques sur les questions soulevées par la transformation

structurelle. Ils aideront à cimenter la position de la CEA comme centre de réflexion tout indiqué en Afrique, en dégagant un précieux créneau qui n'a pas jusqu'à présent été exploité.



Dans leurs principes, les Profils STEPS seront des outils stratégiques pour la production et la diffusion de données par pays et par région et d'une analyse des politiques sur la transformation structurelle, dans le but de faciliter le développement économique et social durable des États membres.

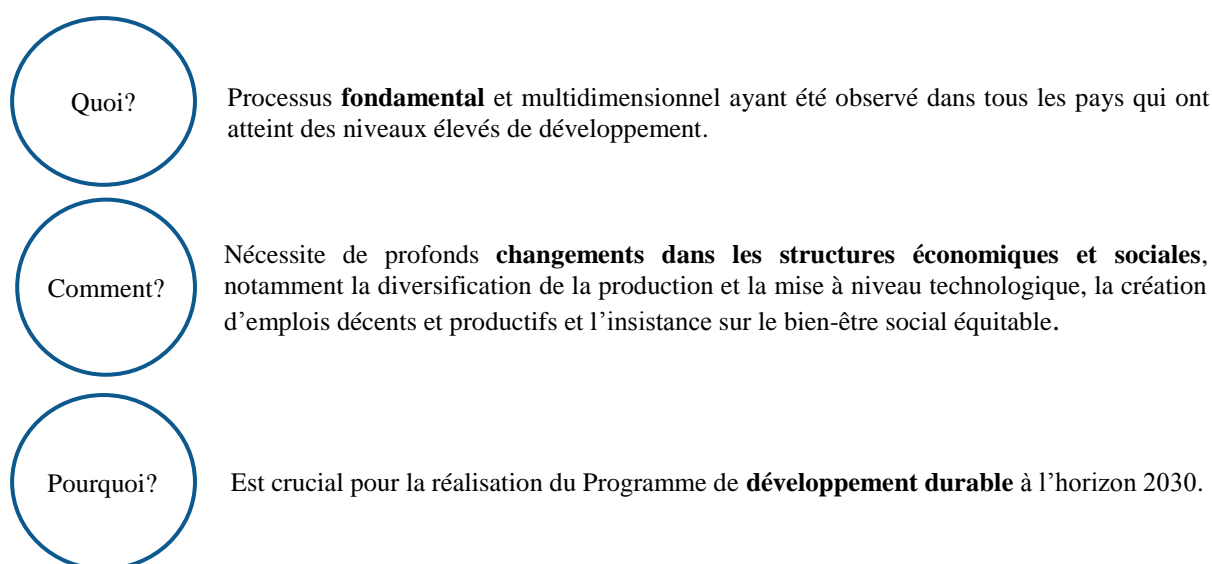
3. Définir la transformation structurelle

La notion de transformation structurelle a récemment été traitée dans plusieurs déclarations nationales et régionales de perspective à long terme – par exemple, dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine – ainsi que dans des programmes internationaux tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cependant, il n'y a pas de définition universelle de cette notion, ce qui, souvent, compromet l'analyse empirique et le débat de politique générale sur le sujet. Les définitions existantes sont soit très étroites et techniques, soit plus larges et vagues. Par exemple, les travaux universitaires portent habituellement sur la modification de la structure de la main-d'œuvre, des secteurs de faible productivité aux secteurs à forte productivité, tandis que les documents de politique générale renvoient le plus souvent à une définition beaucoup plus large – incluant souvent les aspects sociaux de la question. Il est donc essentiel d'adopter une définition pratique de la notion de transformation structurelle qui puisse être utilisée dans l'ensemble de la CEA, afin de valoriser les synergies et d'améliorer l'impact de notre travail. Néanmoins, il faut trouver un bon équilibre entre l'exhaustivité et la mesurabilité.

Les travaux pionniers de Simon Kuznets offrent un utile point de départ. Dans son discours de réception du prix Nobel, Simon Kuznets définit les six caractéristiques de la croissance économique moderne, dont deux (la troisième et la quatrième) sont extrêmement pertinentes dans toute définition de la transformation structurelle :

« La troisième caractéristique concerne le rythme rapide des **transformations structurelles** de l'économie. Les aspects majeurs du changement structurel comprennent le déplacement de l'agriculture vers les professions non agricoles et, récemment, de l'industrie vers les services ; le changement d'échelle des unités de production et le passage de l'entreprise personnelle à l'organisation impersonnelle des firmes avec, parallèlement, un changement des statuts professionnels. On pourrait mentionner diverses autres modifications profondes concernant la **structure de la consommation**, la part relative des produits nationaux et les produits étrangers, etc. La quatrième caractéristique : mutations rapides des **structures sociales** et de l'idéologie qui leur est apparentée : l'urbanisation et la laïcisation viennent aisément à l'esprit comme éléments du processus de modernisation décrits par les sociologues. » (Kuznets, 1971)

Compte tenu de cette considération, la CEA définit la transformation structurelle comme **les changements fondamentaux intervenant dans les structures économiques et sociales qui conduisent à un développement inclusif et durable**. Cette définition, en apparence triviale, est extrêmement puissante car elle est à la fois complète et riche d'information. Elle se prête à une présentation non technique et prépare donc le terrain pour la poursuite des recherches – comme on le verra plus bas. Cela est un moyen de surmonter la difficulté persistante d'exprimer des concepts d'importance critique de façon claire et simple à l'intention de publics non spécialisés, et notamment les médias.

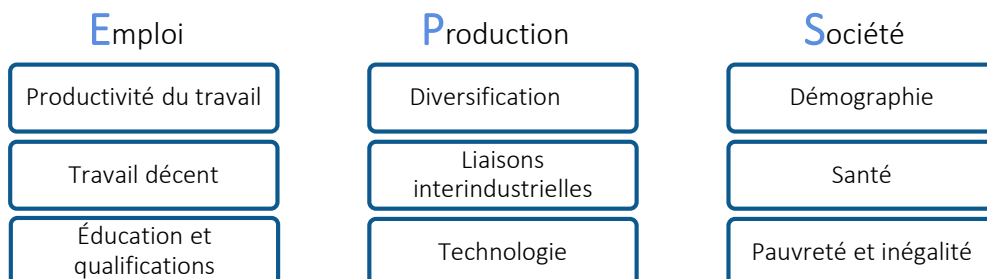


4. Cadre d'analyse

Dans la présente section, on expose le cadre d'analyse ; il s'appuie sur une définition claire et pratique de la transformation structurelle afin de permettre une évaluation détaillée des progrès accomplis par les États membres dans leur transformation économique et sociale. Le cadre d'analyse se prête à une analyse des politiques et prend en considération les problèmes de données qui se posent à beaucoup de pays africains – obtention, fréquence, fiabilité et comparabilité entre pays des données. Le cadre d'analyse a également été conçu pour faciliter l'ouverture et la communication au public.

Tout naturellement, le point de départ est la transformation structurelle. Dans l'objectif central d'une accélération de la transformation structurelle (ST), on distingue trois **dimensions** propres qui doivent être examinées : l'emploi (E), la production (P) et la société (S). Cela montre directement qu'il faut profondément modifier les structures économique et sociale, l'emploi devant jouer un rôle essentiel dans la liaison entre la croissance économique (production) et le développement social (société) – voir annexe. Ces éléments pris ensemble permettent de formuler le sigle **STEPS**. Enfin, il est utile de ne pas perdre de vue l'objectif ultime de ce cadre conceptuel : réaliser le développement inclusif et durable par une accélération de la transformation structurelle. On parle alors de « **STEPS pour le développement durable** » (**STEPS 4 SD**), qui est le cadre de conception et d'application des Profils STEPS.

STEPS 4



Dans chacune de ces dimensions, nous établissons trois **domaines** essentiels de **résultats**, d'importance critique pour accélérer la transformation structurelle. S'agissant de l'emploi, le but est d'augmenter la productivité du travail, de promouvoir un travail décent et d'améliorer l'éducation et les compétences. S'agissant de la production, on retient surtout la diversification, le renforcement des liens et l'amélioration du niveau technologique. Pour ce qui est de la société, l'accent est mis sur la gestion des variables démographiques, l'amélioration de la santé publique et la réduction de la pauvreté et de l'inégalité. Pour chacun de ces domaines de résultats, nous proposons un ensemble d'**indicateurs essentiels de résultats**. Ces indicateurs illustrent les résultats ou produits attendus dans une accélération de la transformation structurelle. Comme il est peu probable que les données seront disponibles pour l'ensemble des indicateurs principaux pour un pays donné, ils pourront être complétés par d'autres indicateurs relatifs à un domaine de résultats pertinent. Il s'agit avant tout de fournir les moyens d'une évaluation factuelle des progrès réalisés dans chacun des domaines de résultats visés.

Dans certains cas, les indicateurs de politique générale peuvent aider à dégager les mesures concrètes (intrants) qui peuvent être prises pour accélérer la transformation structurelle. Il peut s'agir de ressources humaines, physiques et financières – par exemple, nombre d'enseignants, nombre d'écoles et dépenses publiques consacrées à l'éducation, respectivement – en dehors de la législation, qui sont mises en place pour réaliser un certain résultat. Ces mesures concrètes peuvent être utiles pour expliquer les résultats observés, ainsi que pour donner une base à des recommandations de politique générale potentielles. Le cadre d'analyse est complété par le cadre de politique générale présenté dans la section suivante.

Le reste de la présente section comprend une justification du choix de ces domaines de résultats et introduit les principaux indicateurs. Le tableau 1 résume le cadre d'analyse de STEPS.

Tableau 1
Principaux éléments du cadre d'analyse de STEPS

Dimensions de la transformation structurelle	Domaines de résultats	Principaux indicateurs
Emploi	Productivité du travail	Emploi par secteur (en pourcentage) Productivité du travail par secteur (croissance en monnaie locale et en pourcentage) Contribution de la restructuration de la main-d'œuvre à la croissance de la productivité (en pourcentage)
	Travail décent	Statut professionnel (en pourcentage) Emploi par classe économique (en pourcentage) Taux de chômage des jeunes (en pourcentage)
	Éducation et qualifications	Taux d'alphabétisation des jeunes (en pourcentage) Scolarisation dans le secondaire (en pourcentage) Nombre moyen d'années d'études
Production	Diversification	Valeur ajoutée brute par secteur (en pourcentage) Produit intérieur brut par composante de la demande (en pourcentage du PIB) Exportation de marchandises, par produit (en pourcentage)
	Liaisons interindustrielles	Espace des produits Valeur ajoutée exportée (en pourcentage des exportations) Biens intermédiaires dans le commerce de marchandises (en pourcentage)
	Technologie	Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière moyennement ou hautement technique (en pourcentage de la valeur ajoutée manufacturière) Investissement étranger direct dans l'industrie manufacturière et les services (en pourcentage de l'IED) Émissions de dioxyde de carbone (par unité de valeur ajoutée)
Société	Démographie	Taux de fécondité générale Proportion d'enfants et rapport de dépendance Citadins vivant dans des taudis (en pourcentage)
	Santé publique	Enfants en retard de croissance Mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles (en pourcentage) Espérance de vie, en bonne santé, à la naissance
	Pauvreté et inégalité	Proportion de pauvres (seuil national de pauvreté) Coefficient de Gini Rapport femmes-hommes dans la population active

Note : Indices de la CEA qui seront utilisés : IIRA (liaisons), IADS et IDISA (pauvreté et inégalité).

4.1 Emploi

Productivité du travail

La productivité du travail est au cœur de la plupart des analyses de la transformation structurelle. En fait, plusieurs études mesurent le rythme de la transformation structurelle en estimant la proportion de la croissance de la productivité du travail qui peut être attribuée à la répartition sectorielle de la main-d'œuvre. Et, surtout, les améliorations de la productivité sont indispensables pour permettre une croissance des revenus (des ménages) et donc une élévation des niveaux de vie.

La structure de l'emploi est représentée par l'« **emploi par secteur (en pourcentage)** ». Cet indicateur donne la part de la main-d'œuvre qui est employée dans les principaux secteurs économiques tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce de gros et de détail, l'information et les télécommunications, les finances et les assurances, etc. Cette information est alors complétée par une analyse de la « **productivité**

du travail par secteur (croissance en monnaie locale et en pourcentage) ». La productivité du travail est ordinairement mesurée par la valeur ajoutée brute par travailleur. Cet indicateur peut faire apparaître d'importants écarts de productivité entre secteurs, montrant ainsi les gains potentiels et la portée de la transformation structurelle. Ces taux de croissance sectorielle (réels) donnent un aperçu des secteurs les plus dynamiques de l'économie. Enfin, la « **contribution de la restructuration de la main-d'œuvre à la croissance de la productivité (en pourcentage)** » nécessite une ventilation de la croissance de la productivité totale du travail en deux éléments : i) dans chaque secteur, c'est-à-dire les gains de productivité du travail réalisés dans un secteur particulier – par une amélioration des qualifications, de meilleures pratiques de gestion ou l'adoption de nouvelles techniques ; et ii) entre secteurs, découlant des gains obtenus par le passage d'une partie de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers des secteurs hautement productifs. Ce deuxième aspect peut être considéré comme une définition étroite de la transformation structurelle (connu aussi sous le nom de « changement structurel »).

Un travail décent

Des conditions de travail précaires – faible rémunération, insécurité de l'emploi – sont un obstacle majeur à l'élévation des niveaux de vie et compromettent souvent la productivité du travail. Un travail décent suppose des possibilités d'emploi offrant une rémunération raisonnable, un bon niveau de sécurité et de sûreté, en dehors de l'effet de promotion de la cohésion sociale, de l'autonomisation des citoyens et de dignité de la personne. Créer des conditions d'emploi décent et permettre l'accès à ce genre d'emplois sont d'importance critique pour susciter une transformation structurelle positive – car les structures économiques et sociales peuvent évoluer dans un sens qui n'encourage pas nécessairement un développement économique et social durable.

Le « **statut professionnel (en pourcentage)** » est une variable indirecte représentant la qualité de l'emploi, et cet indicateur donne la part des différents types d'emploi – emploi salarié (employés), travailleurs indépendants, membres de la famille (non rémunérés), membres de coopératives de production et employeurs. Les travailleurs qui ne sont pas salariés sont considérés comme « travailleurs indépendants ». L'« **emploi vulnérable** » est habituellement calculé comme la somme des travailleurs indépendants et des membres de la famille. Cet indicateur peut être complété par une mesure de l'emploi informel, mais la définition de ce dernier varie notablement selon les pays¹. En outre, l'« **emploi par classe économique (en pourcentage)** » donne un aperçu de la répartition de l'emploi entre les différentes classes de revenu, telles que les individus extrêmement pauvres, de pauvreté modérée, de pauvreté proche de la moyenne, la classe moyenne et la classe supérieure. Cet indicateur peut être utilisé comme indicateur indirect des « **travailleurs pauvres** », c'est-à-dire la proportion de personnes employées vivant en dessous du seuil de pauvreté². Enfin, le « **taux de chômage des jeunes (en pourcentage)** » mesure les possibilités d'accès des jeunes à l'emploi. Néanmoins, il est à noter que des taux de chômage faibles peuvent en fait refléter l'absence de filets de sécurité – car les pauvres ne peuvent pas se permettre d'être en

¹ De plus, l'informalité peut être mesurée du point de vue du travailleur (cas, par exemple, d'emplois sans contrat écrit), du point de vue de l'unité de production (cas, par exemple, d'emplois dans des entreprises non enregistrées), ou par la combinaison des deux. Voir la matrice de Hussmanns (p.27).

² Il peut être complété par les données – quand elles existent – sur les salaires moyens ou la part du revenu du travail dans le PIB – si disponible.

chômage³. Si possible, cet indicateur devrait être complété par la proportion de jeunes qui ne sont ni employés, ni dans un établissement d'enseignement, ni en formation – le taux NEET. Les « jeunes » sont des personnes ayant entre 15 et 24 ans, selon la définition internationale, mais cette définition peut varier d'un pays à l'autre.

Éducation et qualifications

Le savoir est un aspect essentiel du développement humain, car il améliore directement les capacités humaines. Il aide à lutter contre la pauvreté, à réduire la mortalité infantile, maîtriser l'accroissement de population et améliorer l'engagement civique. De plus, une main-d'œuvre instruite est indispensable pour accélérer la transformation structurelle, et plus précisément pour relever la productivité du travail. Les systèmes d'enseignement scolaire et non scolaire offrent un ensemble de qualifications qui préparent au travail et à la vie quotidienne, mais un élargissement de l'accès à l'éducation doit être complété par une amélioration de sa qualité. En particulier, les systèmes d'éducation doivent munir les intéressés de qualifications d'intérêt pour le marché du travail afin de réduire l'écart ou l'inadéquation de qualifications.

Alors que l'enseignement secondaire et supérieur est directement lié à la transformation structurelle, c'est le fait de savoir écrire et compter qui est la base de la progression du niveau d'éducation. C'est pourquoi le « **taux d'alphabétisation des jeunes (en pourcentage)** » peut être utilisé comme indicateur indirect de ces qualifications indispensables, fortement dépendantes de l'accès à des écoles primaires de qualité⁴. Le « **taux de scolarisation dans le secondaire (en pourcentage)** » cherche à mesurer les qualifications plus poussées. Chaque fois que possible, l'enseignement secondaire doit être ventilé entre enseignement général et enseignement professionnel. En fait, il est essentiel d'examiner les programmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), puisqu'ils cherchent expressément à donner à l'étudiant des qualifications liées à l'emploi – connaissances, qualifications et compétences s'appliquant expressément à un emploi ou une profession donnée⁵. Les statistiques d'achèvement des études ou d'octroi de diplôme ainsi que les statistiques relatives à l'enseignement supérieur constituent d'utiles compléments. Enfin, la mesure du « **nombre moyen d'années d'études** » indique le résultat de l'éducation par estimation du nombre moyen d'années d'études accomplies par la population adulte (de 25 ans et plus). Chaque fois que possible, cet indicateur devrait être accompagné d'une information sur l'emploi selon les différents niveaux de qualifications – à partir des données sur le statut professionnel.

4.2 Production

Diversification

La diversification de l'économie est l'une des caractéristiques des pays qui ont atteint un niveau élevé de développement. La concentration des structures de production et

³ Par conséquent, les mesures du sous-emploi ou de l'emploi informel pourraient constituer un complément utile.

⁴ À défaut, les taux d'achèvement scolaire ou d'obtention d'un diplôme ou le nombre d'élèves par enseignant pourraient être utilisés.

⁵ Il se peut que l'enseignement professionnel ne constitue qu'une petite partie de l'ensemble du secteur de l'EFTP et que, par conséquent, il ne puisse être utilisé comme un élément représentatif de toute l'activité d'EFTP » (UNESCO).

d'exportation – habituellement de produits agricoles, de produits miniers et de services traditionnels – est typiquement associée à une plus grande vulnérabilité à l'égard des prix et des chocs pesant sur la demande. Ainsi, l'élargissement de l'ensemble des biens et des services qui sont produits et exportés ainsi que l'élargissement des marchés d'exportation sont un facteur important de la transformation structurelle.

La composition de la production est donnée par la « **valeur ajoutée brute par secteur (en pourcentage)** », qui révèle la part de chaque secteur économique dans la valeur ajoutée brute totale. Les modifications des structures de la production peuvent être suivies au fil des ans, tandis que la qualité de ces modifications peut être évaluée en combinant cette information avec les données relatives à la productivité du travail dans chaque secteur. Par exemple, une transformation structurelle positive suppose un passage de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité à des secteurs à plus forte productivité – typiquement de l'agriculture à l'industrie manufacturière et aux services modernes⁶. Le « **produit intérieur brut par composante de la demande (en pourcentage du PIB)** » révèle la structure de la demande et fournit un complément d'information sur les moteurs potentiels de la croissance. Leur évolution peut révéler une stratégie de croissance économique spécifique – une croissance entraînée par les investissements ou les exportations, par exemple. La transformation structurelle, ordinairement, suppose une diminution de la part relative de la consommation des ménages, à laquelle correspond une augmentation des investissements ou des exportations, ou des deux. Enfin, les « **exportations de marchandises, par produit (en pourcentage)** » indiquent le niveau de diversification de la structure des exportations d'un pays. S'ils sont disponibles, d'autres indicateurs de la diversification ou de la concentration du commerce doivent être utilisés, tels que l'indice de Herfindahl. Cette information doit être complétée par des données sur les importations de marchandises ainsi que sur les principaux partenaires commerciaux afin d'enrichir le tableau des structures du commerce international d'un pays.

Liaisons interindustrielles

En dehors de la diversification des structures économiques, il importe de renforcer les liaisons économiques à l'intérieur d'une économie – en renforçant les liaisons en amont et en aval, entre secteurs et entre entreprises. Une économie mieux intégrée permet souvent de surmonter les contraintes structurelles critiques, de pérenniser les gains économiques et d'encourager l'innovation. De plus, une intégration plus poussée dans l'économie mondiale – par exemple par l'entrée dans d'essentiels chaînes de valeur mondiales – peut contribuer à une augmentation de la valeur ajoutée et à la croissance de la productivité.

Les liaisons interindustrielles peuvent être étudiées à l'aide de l'« **espace des produits** » de Haussmann, qui est une représentation en réseau des corrélations et de la proximité des produits entrant dans le commerce international. D'autres indicateurs reflétant la complexité des produits ou les liaisons interindustrielles peuvent aussi être utilisés. Les indicateurs de la « **valeur ajoutée exportée (en pourcentage des exportations)** » mesurent le contenu en importations des exportations, c'est-à-dire la part de la valeur ajoutée importée intégrée dans les exportations du pays. Cet indicateur offre une estimation de la participation, en amont, dans la chaîne de valeur mondiale. Chaque fois qu'ils sont disponibles, d'autres indicateurs du commerce de valeur ajoutée peuvent aussi être utilisés – par exemple la part de

⁶ Il pourrait également être utile d'étudier les principales caractéristiques des unités de production dans les secteurs économiques clés (par exemple, la taille moyenne, l'âge, la propriété et le statut juridique).

la valeur ajoutée intérieure exportée vers des pays tiers. Enfin, les « **biens intermédiaires dans le commerce de marchandises (en pourcentage)** » donnent aussi une indication de l'intégration de l'économie du pays dans les chaînes de valeur mondiales – puisque l'indicateur inclut à la fois les exportations et les importations. Une valeur élevée de cet indicateur donne à penser que l'économie du pays contribue directement ou indirectement à un processus intermédiaire de production, ce qui est autre chose qu'un fournisseur de matières premières ou un consommateur final.

Technologie

Le progrès technologique apporte une forte impulsion à la transformation structurelle. La création, l'amélioration et l'adoption de technologies contribuent à l'accélération de la croissance de la productivité et créent de la valeur ajoutée dans les processus productifs. Le changement technologique peut être encouragé par le développement de capacités technologiques intérieures et par l'importation de technologies étrangères – telles que celles qui sont intégrées dans l'investissement étranger. Cependant, il faut veiller à ce que les nouvelles technologies répondent bien aux besoins locaux et soient largement accessibles.

La « **valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière moyennement ou hautement technique (en pourcentage)** » révèle la contribution globale des industries manufacturières moyennement ou hautement techniques à la valeur ajoutée totale de l'industrie manufacturière. Cet indicateur donne une idée générale du niveau de complexité technologique du secteur manufacturier du pays. L'« **investissement étranger direct dans l'industrie manufacturière et les services (en pourcentage de l'IED)** » est une variable indirecte représentant l'accès à la technologie étrangère. Enfin, les « **émissions de dioxyde de carbone (par unité de valeur ajoutée)** » mesurent l'intensité ou l'efficacité énergétique de la technique de production, en particulier au regard des combustibles fossiles. Cet indicateur peut refléter les progrès accomplis dans le passage des combustibles fossiles aux sources d'énergie renouvelables.

4.3 Société

Démographie

Le changement démographique peut stimuler la transformation structurelle par son impact considérable sur l'économie et la société. En particulier, les changements intervenus dans la composition par âge de la population peuvent donner lieu à la formation d'un dividende démographique important en allégeant le fardeau économique pesant sur la population en âge de travailler. L'urbanisation et les migrations peuvent également dégager d'importants gains économiques et sociaux, mais ces phénomènes peuvent aussi entraîner d'importants coûts s'ils sont mal gérés.

Le « **taux de fécondité général** » donne le nombre de naissances par femme et peut indiquer l'état d'avancement de la transition démographique d'un pays – passage d'une forte natalité et forte mortalité à des taux de natalité et de mortalité plus faibles. En outre, cet indicateur peut révéler la condition de la femme – notamment sa capacité de décider du nombre d'enfants qu'elle aura. La « **proportion d'enfants et rapport de dépendance** » est le rapport de la population de moins de 15 ans à l'ensemble de la population en âge de

travailler (15 à 64 ans) ; il mesure la dépendance potentielle qui pèse sur les travailleurs⁷. Une baisse de ce taux de dépendance donne à penser que le fardeau économique s'allège, ce qui peut dégager un dividende démographique – étant donné que la part relative de la population en âge de travailler augmente. Cependant, ce dividende dépend de la capacité de l'économie de créer des emplois de qualité pour ceux qui entrent dans le marché du travail, sinon ces tendances démographiques pourraient conduire à long terme au chômage et alimenter l'instabilité sociale. Enfin, la proportion de « **citadins vivant dans des taudis (en pourcentage)** » peut indiquer une urbanisation trop rapide et mal gérée. À mesure que la population passe du milieu rural aux centres urbains – à la recherche d'emplois dans l'industrie et les services –, il est indispensable de s'assurer que les travailleurs ont des conditions de vie décentes. Faute de données, le taux de croissance de la population urbaine donnera des aperçus utiles semblables. Chaque fois que possible, les données sur les migrations (internationales) devraient également être fournies et replacées dans leur contexte.

Santé publique

Une longue vie, en bonne santé, est un aspect essentiel du développement humain qui améliore directement les capacités humaines. En fait, une main-d'œuvre en bonne santé est indispensable pour développer le capital humain et accélérer la transformation structurelle. Une forte prévalence des maladies et autres situations médicales précaires compromettrait l'activité économique et la productivité du travail, en particulier par son impact sur le bien-être physique et psychologique de l'individu.

La proportion d'« **enfants en retard de croissance (en pourcentage)** » est un indicateur de malnutrition chronique (taille faible pour un âge donné). Ce retard de croissance est un processus graduel et cumulatif causé par une insuffisante prise alimentaire ou par des infections à répétition. Ce phénomène a souvent des conséquences à long terme sur la santé physique et les fonctions cognitives – telles qu'un retard du développement moteur et une déficience des facultés cognitives. Cela constitue un obstacle important à la transformation structurelle. La « **mortalité prématurée due à des maladies non contagieuses (en pourcentage)** » peut être considérée comme un indicateur indirect du fardeau de la maladie, notamment sur la population en âge de travailler. L'indicateur est calculé comme probabilité de décès entre 30 et 70 ans en raison des quatre principales maladies non transmissibles : les accidents cardiovasculaires, les maladies respiratoires chroniques, le cancer et le diabète. Enfin, l'« **espérance de vie, en bonne santé, à la naissance** » est une estimation du nombre moyen d'années qu'une personne peut espérer vivre en bonne santé – ce qui exclut la vie passée dans la maladie ou dans l'incapacité et l'invalidité.

Pauvreté et inégalité

La pauvreté et l'inégalité – liées ou non au revenu – ont un impact considérable sur les diverses dimensions de la vie. Bien souvent, les pauvres n'ont pas accès à une alimentation nourrissante, à des soins de santé, à l'éducation et à l'emploi – ce qui mène à la malnutrition, à la maladie, à la faiblesse des qualifications et au sous-emploi. De plus, l'inégalité contribue à l'instabilité économique, sociale et politique, ce qui à son tour compromet la croissance économique et affaiblit la cohésion sociale. C'est pourquoi la pauvreté et l'inégalité peuvent entraver la transformation structurelle en empêchant la

⁷ Étant en général économiquement dépendants (consommateurs nets), les enfants ont besoin du soutien financier de ceux qui sont économiquement actifs (producteurs nets).

population de contribuer pleinement à la transformation des structures économiques et sociales.

La « **proportion de pauvres** » indique la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté du pays. Ce seuil offre une meilleure représentation des conditions économiques et sociales propres à un pays, tandis que les seuils de pauvreté internationaux facilitent les comparaisons entre pays. L'analyse peut être améliorée si l'on ajoute l'écart de pauvreté, qui mesure à la fois la profondeur et l'incidence de la pauvreté – en estimant l'éloignement des pauvres par rapport au seuil de pauvreté. L'indice multidimensionnel de la pauvreté peut être utilisé pour dégager une perspective allant au-delà du revenu. Le « **coefficient de Gini** » mesure le caractère inégal de la répartition des revenus par rapport à une répartition parfaitement égalitaire. Ce coefficient est à compléter par un suivi des parts de revenu allant aux différents quintiles de population (par exemple de 20 % les plus pauvres), ce qui donne une image plus détaillée de la répartition des revenus⁸. Enfin, le « **rapport du nombre de femmes au nombre d'hommes dans la population active** » fait apparaître un aspect important de l'inégalité entre les sexes, à savoir la mesure dans laquelle les femmes peuvent moins contribuer que les hommes à l'économie. Si on dispose de cet indicateur, la part des femmes dans l'emploi salarié non agricole apporte un utile complément d'information.

5. Cadre de politiques

Étant donné leur longueur et leur portée limitée, les Profils STEPS ne sont pas tout à fait indiqués pour entériner des interventions détaillées. Néanmoins, ces profils permettent de dégager une voie pour le choix des politiques à partir des données factuelles découlant du cadre d'analyse. En fait, les Profils STEPS peuvent très bien servir de base à des évaluations approfondies complémentaires visant certains aspects de la transformation structurelle.

L'ensemble des politiques présentées ici n'est pas d'application universelle, mais représente plutôt des options, non exhaustives, qui pourraient être envisagées pour accélérer (directement ou indirectement) la transformation structurelle (voir tableau 2). En fait, ces options sont simplement des exemples indicatifs pour les auteurs des Profils STEPS, qui devraient prendre en considération les caractéristiques de chaque pays au moment de décider du choix d'une ou deux interventions prioritaires dans chaque domaine de politique et de résultats.

Il est probable que la plupart des interventions profiteront à certains secteurs économiques plutôt qu'à d'autres. Cependant, il reste utile de dresser une typologie des politiques pour différencier les interventions qui seraient trop larges de celles qui viseraient expressément un secteur particulier. Les interventions facilitatrices peuvent être définies comme des mesures générales qui aident à créer un environnement favorable à la transformation structurelle. Elles doivent être sectoriellement neutres – au moins en théorie – et peuvent englober toutes les dimensions de la transformation structurelle (notamment la politique macroéconomique). Par contraste, les interventions ciblées visent des secteurs économiques précis (comme l'industrie manufacturière) pour accélérer leur développement. Mais le principal est de savoir comment choisir ce qui est à cibler – ce qui dépend beaucoup du contexte.

⁸ Cela permet de construire des mesures d'inégalité supplémentaires, telles que le ratio des quintiles (20:20) et l'indice de Palma (10:40).

Caractère trans-sectoriel des interventions

Une **politique macroéconomique** avisée – comprenant principalement une politique budgétaire, monétaire et du taux de change – offre une base solide pour une accélération de la transformation structurelle. À cet égard, les principales recommandations peuvent inclure : l'accroissement de l'investissement public dans l'infrastructure économique et sociale (surtout les transports, l'énergie, l'informatique, l'adduction d'eau, l'éducation et la santé publique) ; une meilleure mobilisation des ressources intérieures (par exemple par l'élargissement de la base fiscale, l'amélioration de la collecte de l'impôt et l'exploration de sources novatrices de financement) ; l'application d'une politique cohérente de stabilité macroéconomique (c'est-à-dire de gestion de l'inflation et de l'instabilité de la production, en assurant des taux d'intérêt réels positifs faibles et en veillant à la viabilité à terme de la dette) ; la promotion d'un développement progressif des systèmes financiers – profondeur, accès et efficacité – tout en préservant la stabilité financière ; et un soutien à un taux de change réel compétitif (c'est-à-dire sous-évalué). La coordination de la politique macroéconomique est essentielle pour assurer l'efficacité globale des interventions. Par exemple, une politique monétaire d'orientation restrictive peut aider à réduire l'inflation (volatilité), mais risque aussi de compromettre les efforts budgétaires tendant à stimuler la croissance économique et augmenter l'emploi. En outre, des politiques anticycliques peuvent avoir pour effet de lisser les cycles économiques, ce qui limite les coûts de la volatilité économique.

Un **climat d'investissement** favorable, un meilleur **respect de la légalité** et de bonnes **institutions** jouent également un rôle important pour faciliter la transformation structurelle. Les interventions potentielles peuvent notamment consister à améliorer le cadre de l'activité économique (par exemple la concurrence intérieure, le droit commercial et les pépinières d'entreprises), encourager le respect de la légalité et renforcer les institutions nationales, telles que les organismes publics et les cadres réglementaires.

Enfin, un souci plus grand de la viabilité environnementale est d'importance critique pour garantir la pérennité des transformations économiques et sociales. Parmi les interventions possibles en **politique environnementale**, on peut citer la mise en vigueur de normes environnementales adéquates, l'encouragement au développement et à l'adoption de technologies « vertes » et la gestion durable à terme des ressources naturelles (la terre, l'eau, la biodiversité et les minéraux) – notamment par des investissements dans les énergies renouvelables et une gestion durable de l'eau.

Tableau 2
Typologie des politiques

Portée	Domaine	Interventions facilitatrices	
Transsectorielle	Politique macroéconomique	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement public • Mobilisation des ressources intérieures • Mesures de stabilité macroéconomique • Développement financier • Taux de change réel compétitif 	
	Climat des investissements, respect de la légalité, institutions	<ul style="list-style-type: none"> • Environnement favorable à l'activité économique • Respect de la légalité • Solidité des institutions 	
	Politique environnementale	<ul style="list-style-type: none"> • Normes environnementales • Technologies vertes • Gestion des ressources naturelles 	
Dimensions de la transformation structurelle	Domaines de résultats	Interventions facilitatrices (générales)	Interventions ciblées (sectorielles)
Emploi	Productivité du travail	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement dans l'infrastructure • Politiques adaptées du marché du travail • Technologies favorables au travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de la formation en cours d'emploi • Facilitation du changement d'emploi
	Travail décent	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité de la réglementation du travail • Suivi et mise en vigueur du droit du travail • Création directe d'emplois 	<ul style="list-style-type: none"> • Fixation de normes relatives au travail • Dialogues sociaux tripartites • Incitations à l'intention des employeurs privés
	Éducation et compétences	<ul style="list-style-type: none"> • Épanouissement de la prime enfance • Élargissement de l'enseignement postprimaire • Éducation et formation techniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des qualifications • Capacité de retenir et d'attirer des personnes qualifiées • Dialogue public-privé
Production	Diversification	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion des exportations • Facilitation des échanges • Incitations à investir 	<ul style="list-style-type: none"> • Incitations et subventions fiscales • Accès au crédit peu coûteux • Accès aux devises • Investissement étranger direct • Zones industrielles et agglomération d'industries • Entreprises publiques
	Liaisons interindustrielles	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration régionale • Règles de contenu local • Règles d'origine 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux marchés étrangers • Normalisation et homologation • Droit de douane préférentiel
	Technologie	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert de technologie • Promotion de l'innovation 	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche et développement • Faible droit de douane sur les principales importations de technologies
Société	Démographie	<ul style="list-style-type: none"> • Accès à la planification familiale • Urbanisme cohérent • Investissement dans les équipements urbains 	<ul style="list-style-type: none"> • Obligations placées auprès de la diaspora (préaffectées) • Transferts de fonds liés aux investissements
	Santé publique	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des services de soins 	<ul style="list-style-type: none"> • Accidents du travail

		<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité alimentaire et nutritionnelle • Lutte contre la pollution 	
	Pauvreté et inégalité	<ul style="list-style-type: none"> • Dépenses publiques favorables aux pauvres • Politiques de redistribution • Législation sur l'égalité des sexes 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme de développement de l'entreprise et d'apprentissage à l'intention des groupes défavorisés

Note : La plupart de ces interventions sont empruntées à des publications de la CEA telles que le *Rapport économique sur l'Afrique*, *La politique macroéconomique au service de la transformation structurelle des économies africaines* et *Politique industrielle transformative pour l'Afrique* ainsi que l'atelier tenu à Dakar en octobre 2015.

5.1 Emploi

Étant donné le rôle essentiel de la **productivité du travail** pour la transformation structurelle, un grand nombre des interventions facilitatrices énumérées sont également applicables ici – notamment l'augmentation des investissements dans l'infrastructure économique et sociale (éducation et santé publique comprises), l'application de politiques adéquates du marché du travail et la promotion de technologies favorables aux travailleurs (par exemple les technologies qui complètent les travailleurs au lieu de les remplacer). De plus, les interventions ciblées (sectorielles) peuvent accélérer la **productivité du travail** en encourageant la formation en cours d'emploi et en facilitant le changement d'emploi – on permettrait aux travailleurs de rechercher des emplois à plus forte productivité – au moyen de centres d'emploi et de bourses du travail.

S'agissant des politiques visant à encourager un **emploi décent**, les gouvernements pourraient envisager l'adoption d'une réglementation adéquate du travail, l'amélioration du suivi et de l'application du droit du travail et la création directe d'emplois (notamment des emplois publics) pour améliorer l'employabilité des travailleurs. Pour les principaux secteurs économiques, des mesures pourraient viser à définir des normes visant à améliorer les conditions de travail (santé et sécurité du travail, heures de travail maximums et salaire minimum) ; l'institutionnalisation du dialogue social tripartite et des incitations à l'intention des employeurs du secteur privé pour les amener à recruter des travailleurs en plus grand nombre (par exemple par des subventions sur les salaires).

S'agissant des interventions visant à améliorer l'**éducation** et la **formation** adaptées au travail, les dirigeants pourraient envisager de soutenir l'épanouissement de la prime enfance et une amélioration de la qualité de l'enseignement primaire, d'améliorer l'accès et la qualité dans l'enseignement secondaire et supérieur, en particulier dans les domaines scientifique, technologique et des mathématiques, et d'élargir les possibilités d'éducation et de formation technique et professionnelle. En outre, des interventions ciblées pourraient inclure des programmes de formation professionnelle et technique et le renforcement des qualifications, des mesures permettant de conserver les spécialistes qualifiés et d'attirer des immigrants ayant les compétences voulues (par des programmes d'échange, par exemple) et d'encourager le dialogue entre secteurs public et privé pour mettre au point des stratégies coordonnées visant à réduire l'écart entre les qualifications des travailleurs et les besoins des employeurs.

5.2 Production

La **diversification** économique – du côté de la demande – profite des interventions de promotion des exportations (par exemple assistance à la commercialisation, octroi de lignes de crédit), de la facilitation du commerce (par exemple par une amélioration de la logistique) et de l'investissement (par exemple par des incitations fiscales à un réinvestissement des bénéfices). Néanmoins, la diversification des structures productives est souvent le résultat d'interventions ciblées. Un soutien public direct à certains secteurs économiques prendra la forme d'incitations et de subventions fiscales (dégrèvement temporaire de droits d'importation ou de l'imposition des entreprises), un meilleur accès au crédit peu coûteux (grâce à des garanties publiques) et des incitations au crédit (taux d'intérêt préférentiel, par exemple), ainsi qu'une amélioration de l'accès aux devises ou l'institution de taux de change préférentiels. De plus, une intervention active pour attirer l'IED dans certains secteurs économiques clés et la promotion de zones industrielles et de l'agglomération d'industries (par des zones économiques spéciales et des zones industrielles) sont un moyen d'accélérer la diversification économique de façon appréciable. Enfin, les entreprises publiques peuvent contribuer au développement de secteurs prometteurs, en particulier quand l'intérêt national est en jeu ou si les coûts initiaux subis par les entreprises privées sont prohibitifs.

Pour renforcer les **liaisons** interindustrielles internes et externes, les dirigeants peuvent chercher à approfondir l'intégration régionale, définir des règles de contenu local et réformer le régime des règles d'origine. Les interventions sectorielles peuvent consister par exemple à négocier un accès aux marchés étrangers (en éliminant des obstacles non tarifaires), améliorer la normalisation et l'homologation des produits et définir des droits d'importation préférentiels sur certains articles intermédiaires.

Les politiques favorables aux **technologies** consistent par exemple à encourager le transfert de technologie et des connaissances et à promouvoir l'innovation technique. Parmi les interventions ciblées possibles, on compte l'investissement de la recherche-développement, y compris les technologies vertes, en gardant à l'esprit les besoins des principaux secteurs économiques, et la facilitation de l'importation des technologies indispensables dans les divers procédés industriels – notamment le matériel et les machines.

5.3 Société

La gestion de la dynamique **démographique** et de la croissance urbaine est l'une des conditions d'une transformation structurelle viable à terme. Les mesures à envisager sont notamment l'amélioration de l'accès aux services de planification familiale ; le choix d'un mode d'urbanisme cohérent (intégrant les considérations spatiales de zonage des logements et les activités commerciales et industrielles pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre) ; et l'augmentation des investissements consacrés aux infrastructures urbaines – notamment la construction de logements décents et d'un coût abordable, l'eau et l'assainissement et les moyens de transport en commun. De plus, l'émission d'obligations placées auprès de la diaspora (en vue de projets précis) et la promotion des transferts de fonds liés aux investissements pourraient augmenter les ressources mises à la disposition des principaux secteurs économiques.

L'état de **santé** des enfants et de la population en âge de travailler est un aspect essentiel en raison de son influence sur la capacité de chaque individu de contribuer à l'économie et à la vie sociale – actuellement et dans l'avenir. Les politiques dont la visée est

de donner à chacun les moyens de vivre en bonne santé et longtemps peuvent porter sur la couverture et la qualité des services de soins (y compris les soins préventifs) ; la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier la disponibilité de quantités suffisantes d'aliments ; l'accès et la consommation de vivres nourrissants (par une augmentation de la production alimentaire et des programmes de sensibilisation à la nutrition) ; et l'action préventive et la lutte contre la pollution de l'air, de l'eau et du sol. Les politiques visant des secteurs économiques particuliers comprendront par exemple la prévention et le traitement des accidents du travail (lésions à répétition dans l'industrie manufacturière, par exemple).

Au regard des politiques visant à réduire la **pauvreté et l'inégalité**, les dirigeants pourront chercher à augmenter les dépenses publiques favorables aux pauvres ; adopter des politiques équitables de redistribution des revenus (par une fiscalité progressive, par exemple) et une législation visant l'autonomisation des femmes. De plus, les dirigeants pourraient instituer dans certains secteurs de l'économie des programmes de formation à l'entreprise et d'apprentissage à l'intention des femmes, des jeunes et des personnes handicapées.

6. Structure et contenu des Profils

6.1 Structure des Profils STEPS

Ces documents ne devraient pas être trop longs, mais couvrir néanmoins un ensemble de questions importantes – sachant que la place faite à la transformation structurelle aide à en limiter la portée⁹. La structure des Profils STEPS découle directement du cadre d'analyse et du choix des politiques retenues (tableau 3).

L'**aperçu général** donne un résumé d'une page du Profil STEPS, il doit donc présenter les faits les plus notables analysés dans le document. Le premier paragraphe résumera brièvement le contexte, et les trois paragraphes suivants seront un examen des principaux messages relatifs aux principales sections : production, emploi et société.

Le **contexte** expose les faits récents intervenus dans le pays et la sous-région, repère les conditions facilitatrices de la transformation structurelle et dégage les principaux problèmes rencontrés et les risques. On mettra ici un examen des principales tendances macroéconomiques, du climat des investissements et de l'environnement. Au besoin, on peut faire figurer dans cette section les interventions facilitatrices trans-sectorielles (voir structuration des politiques).

Tableau 3
Structure des Profils STEPS

Section	Objet principal	Nombre de mots
1. Aperçu général		
	Bref résumé des sections 2 à 5	500
2. Contexte		
	Faits nouveaux, conditions facilitatrices, risques	1 000

⁹ Bien que dans la note conceptuelle initiale il ait été proposé un document de 10 pages (voir p.27), les 20 premiers profils de pays comptaient en moyenne 23,5 pages – couverture, table des matières, remerciements, le pays en bref, évaluation de la qualité des données et références exclus.

3. Production		
3.1 Diversification	Structure de la production et des échanges	1 500
3.2 Liaisons interindustrielles	Complexité des produits, intégration dans les chaînes de valeur mondiales	500
3.3 Technologies	Innovation, technologies vertes	500
3.4 Résumé (P)	Résumé de l'analyse des données et des politiques	100
4. Emploi		
4.1 Productivité du travail	Tendances et structures de la productivité	1 000
4.2 Travail décent	Accès aux emplois, statut dans l'emploi	500
4.3 Éducation et formation	Enseignement secondaire et programmes de formation professionnelle et technique	500
4.4 Résumé (E)	Résumé de l'analyse des données et des politiques	100
5. Société		
5.1 Démographie	Structure par âge, urbanisation, migrations	500
5.2 Santé publique	Malnutrition infantile, charge de morbidité, espérance de vie	500
5.3 Pauvreté et inégalité	Pauvreté et inégalité (revenu, autres formes)	1 000
5.4 Résumé (S)	Résumé de l'analyse des données et des politiques	100
6. Principaux messages		
	Résumé des principaux messages, marche à suivre	200
	Total	8 500

La section 3 (**production**) comprend d'abord une évaluation de la **diversification** économique en examinant la structure de la production (composante sectorielle et de la demande), tout en montrant les principaux moteurs de croissance économique. En outre, cette section examine la structure des exportations et importations de marchandises ainsi que la liste des principaux partenaires commerciaux. Elle traite ensuite des **liaisons** interindustrielles et de la complexité de la production – notamment des produits entrant dans le commerce international – et du niveau d'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Enfin, cette section fait apparaître les niveaux actuels de développement **technologique** et les possibilités d'innovation. Les recommandations relatives à l'analyse des politiques et à leur choix – éventuellement repris de la section sur la structuration des politiques – seront intégrées dans les différentes analyses. Un encadré sur l'Indice de l'intégration régionale en Afrique (IIRA) sera fourni par la Division du commerce et de l'intégration régionale.

La section 4 (**emploi**) commencera par une évaluation de la structure de l'emploi, suivie d'un examen des niveaux et tendances de la **productivité du travail**. Cela permettra d'établir les secteurs d'emploi, les écarts de productivité du travail (entre secteurs) et les secteurs les plus dynamiques de l'économie. On s'efforcera aussi de ventiler la croissance totale de la productivité du travail entre les secteurs et à l'intérieur de ceux-ci. De plus, cette section fera une évaluation de certaines dimensions du **travail décent** – en déterminant les types prédominants d'emploi dans l'économie du pays, la répartition de l'emploi entre les différentes classes de revenu (pauvreté dans le travail) et le niveau de chômage des jeunes. Pour conclure, elle examinera le niveau moyen d'**éducation et de formation** de la population – notamment l'enseignement secondaire et supérieur et les programmes de formation technique et professionnelle. Comme dans la section précédente, on fera figurer ici des recommandations et analyses pertinentes des politiques à envisager, dans chacune des sous-sections.

La section 5 (**société**) commencera par une brève analyse de la **démographie**, et notamment du taux de fécondité générale et de la structure par âge de la population – aspects essentiels du changement démographique. La section traitera aussi de l’urbanisation et, si possible, de la migration internationale. Cette section donnera ensuite des informations sur l’état de **santé** de la population, notamment la prévalence de la malnutrition infantile, la charge de la morbidité et l’espérance de vie. Enfin, elle examinera le niveau de **pauvreté et d’inégalité** – revenu monétaire et autres formes. Une fois de plus, les évaluations de politique et les domaines d’intervention proposés seront indiqués dans chaque sous-section. Les encadrés sur l’Indice africain de développement social (IADS) et l’Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) seront fournis par la Division des politiques de développement social (DPDS).

6.2 Conséquences pour le choix des données

On donnera la préférence aux données nationales (officielles). Il s’agit en effet de préserver l’autorité des Profils STEPS et d’obtenir l’adhésion des autorités du pays. Si l’on ne dispose pas de données nationales, on devrait utiliser les sources internationales. Cependant, il est à noter que les données collectées auprès de sources nationales ne sont pas toujours comparables entre pays, en raison des différences de terminologie, de méthode et de système de classement. En pareil cas, il n’est pas nécessairement souhaitable de replacer les constatations dans des comparaisons entre pays ou d’établir des moyennes sous-régionales. C’est pourquoi les profils sous-régionaux devront privilégier les sources internationales, qui donnent des données harmonisées, rendant possibles les comparaisons entre pays. Pour chaque indicateur, il est utile de donner la liste des sources potentielles de données, le nombre de pays couverts et la congruence avec les objectifs de développement durable (ODD) et les indicateurs correspondants (tableau 4). Enfin, comme la transformation structurelle est un processus graduel, l’analyse effectuée devra suivre les changements sur une longue période – par exemple en comparant les valeurs et les moyennes de la période 1990-2000 et 2000-2010 aux chiffres obtenus pour la période 2010-2015.

Tableau 4
Disponibilité des données

	Indicateur	Source	Pays couvert	ODD
EMPLOI	E1. Productivité du travail			
	E11. Emploi par secteur (en pourcentage)	LFS, ENV, RD, OIT	>26	9.2.2*
	E12. Productivité du travail par secteur (en monnaie locale et croissance en pourcentage)	Calcul	..	8.2.1*
	E13. Contribution du déplacement de main-d’œuvre à la croissance de la productivité (en pourcentage)	Calcul	..	-
	E2. Travail décent			
	E21. Statut dans l’emploi (en pourcentage)	LFS, ENV, RD, OIT	>28	-
	E22. Emploi par classe économique (en pourcentage)	OIT	>19	-
	E23. Taux de chômage des jeunes (en pourcentage)	LFS, ENV, RD, OIT,	>32	8.5.2
	E3. Éducation et qualifications			
	E31. Taux d’alphabétisation des jeunes (en pourcentage)	ONS, UNESCO	a.d.	4.6.1

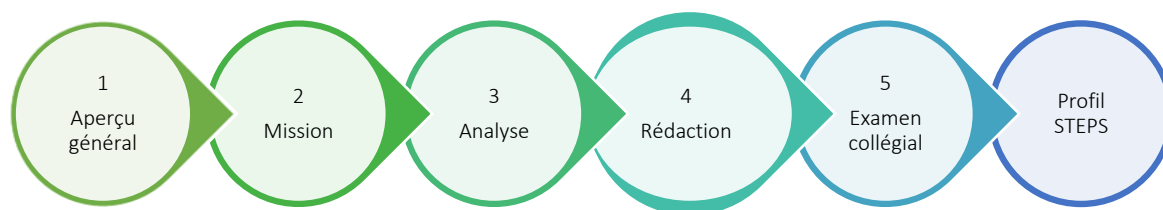
	E32. Scolarisation secondaire (en pourcentage)	ONS, UNESCO	a.d.	4.1.1*
	E33. Nombre moyen d'années d'études	ONS, UNESCO	a.d.	-
PRODUCTION	P1. Diversification			
	P11. Valeur ajoutée brute par secteur (en pourcentage)	CN, UNdata	a.d.	9.2.1*
	P12. Produit intérieur brut par composante de la demande (en pourcentage du PIB)	CN, UNdata	a.d.	-
	P13. Exportations de marchandises, par produit (en pourcentage)	ONS, CNUCED	a.d.	-
	P2. Liaisons interindustrielles			
	P21. Espace des produits	Pôle Efficacité de l'entreprise, Communauté économique de l'ASEAN	a.d.	-
	P22. Valeur ajoutée exportée à l'étranger (en pourcentage des exportations)	Banque mondiale	a.d.	-
	P23. Commerce de marchandises, articles intermédiaires (en pourcentage)	UNComtrade, Banque mondiale	a.d.	-
	P3. Technologie			
	P31. Valeur ajoutée de l'industrie manufacturière, technologie moyenne et de pointe (en pourcentage de la VA)	ONUDI	a.d.	9.b.1
	P32. IED dans l'industrie manufacturière et les services (en pourcentage de l'IED)		a.d.	10.b.1*
	P33. Émissions de dioxyde de carbone (par unité de valeur ajoutée)	Banque mondiale	a.d.	9.4.1
SOCIÉTÉ	S1. Démographie			
	S11. Taux de fécondité générale	EDS, DAES	a.d.	-
	S12. Proportion d'inactifs (enfants)	RD, DAES	a.d.	-
	S13. Proportion de citoyens vivant dans des taudis (en pourcentage)	ONS, ONU-Habitat	a.d.	11.1.1
	S2. Santé publique			
	S21. Proportion d'enfants en retard de croissance	EDS, OMS	a.d.	2.1.1
	S22. Mortalité prématurée due à des maladies non contagieuses (en pourcentage)	EDS, OMS	a.d.	-
	S23. Espérance de vie en bonne santé à la naissance	EDS, OMS	a.d.	-
	S3. Pauvreté et inégalité			
	S31. Proportion de pauvres (seuil national de pauvreté)	ENV, Banque mondiale	a.d.	1.2.1
	S32. Coefficient de Gini	ENV, Banque mondiale	a.d.	-
	S33. Rapport femmes-hommes dans la population active	LFS, ENV, RD, OIT	a.d.	-

Notes : a.d. à déterminer ; LFS : Enquête sur la population active ; ENV : Enquête sur le niveau de vie des ménages ; CN : comptes nationaux ; RD : Recensement démographique ; EDS : Enquête démographique et de santé. Par « couverture », il faut entendre le nombre de pays africains pour lesquels il existe au moins une statistique, entre 2010 et 2015. « * » signifie que les indicateurs sont en corrélation, sans être rigoureusement similaires. NSO : Bureau national de statistique.

7. Mise en œuvre

7.1 Processus de production des Profils

La production des Profils STEPS comprend les étapes suivantes :



- 1) **Aperçu général.** Cette première phase est celle d'une recherche documentaire approfondie, qui comprend donc la collecte d'informations pertinentes et des premiers travaux de collecte et d'analyse des données. Il s'agit surtout de repérer les lacunes potentielles des données et de l'information et de tracer les grandes lignes d'une analyse de la transformation structurelle, qui sera testée durant la mission.
- 2) **Mission.** La mission dans le pays doit être organisée avec soin ; des réunions doivent être prévues et préparées longtemps à l'avance. Son objet premier est de collecter des informations et des données pertinentes qui ne sont pas facilement disponibles et de recueillir les vues des intéressés sur la transformation structurelle auprès d'acteurs très divers – fonctionnaires, secteur privé, société civile et universitaires. Cette étape n'est pas nécessaire dans l'établissement des profils sous-régionaux.
- 3) **Analyse.** Les données collectées sont alors vérifiées et analysées avec soin afin de dégager une évaluation par pays ou par région de l'état d'avancement de la transformation structurelle. Cela est réalisé parallèlement à une évaluation des politiques afin d'établir l'impact et la portée des diverses interventions possibles. L'adoption d'un modèle de feuille de calcul pourra faciliter la validation et l'analyse des données.
- 4) **Rédaction.** Cette étape est celle de la rédaction de l'analyse des données et des politiques et aboutit à une première version du profil. Les encadrés sur les indices établis par la CEA ne seront pas définitivement établis à ce stade, car ils ne seront pas inclus dans cette première version. L'adoption d'un modèle de document peut faciliter le respect des directives et améliorer la cohérence du produit.
- 5) **Examen collégial.** Un examen collégial détaillé est une condition de l'homogénéité et de la qualité des Profils STEPS. Un groupe collégial d'examen évalue la cohérence des données, celle de l'analyse et le respect des directives – en particulier s'agissant de la structure, la longueur, la teneur (par exemple les principaux indicateurs) et le style de rédaction (qui doit être factuel). Les

recommandations de ce groupe d'examen collégial guideront les révisions finales avant que les documents soient prêts à être édités et publiés.

La seconde version approuvée par le groupe d'examen collégial est ensuite révisée par un **éditeur** spécialiste pour assurer la cohérence du style et de la terminologie et pour améliorer la clarté des messages émis. Une fois approuvée par le bureau sous-régional, la version éditée (troisième version) est alors soumise à la Division de l'information et de la gestion du savoir de la CEA pour **mise en forme**. Les bureaux sous-régionaux entreprennent une vérification finale pour repérer les coquilles, les erreurs ou les incohérences, avant d'émettre un bon à tirer. Par la suite, après la publication des Profils, les bureaux sous-régionaux et les divisions de la CEA s'efforcent ensemble de **diffuser** les Profils dans le continent africain.

7.2 Rôles et attributions

La production des Profils STEPS incombera surtout aux bureaux sous-régionaux, mais ceux-ci seront en relation étroite avec les divisions de la CEA et avec les partenaires extérieurs de façon que ces profils deviennent des documents faisant autorité.

Rôles internes

Les divisions de la CEA jouent dans la production des Profils STEPS un rôle essentiel. Par exemple, le Centre africain pour la statistique aidera les bureaux sous-régionaux à collecter, harmoniser et valider les données provenant de sources nationales et internationales. Cette collaboration est indispensable pour que les données utilisées deviennent une ressource précieuse en vue d'autres publications de la CEA comme le *Rapport économique sur l'Afrique*, ainsi que les analyses et recherches sur les politiques dans l'ensemble de la Commission. De plus, la Division de la politique macroéconomique, la Division du commerce et de l'intégration régionale et la Division des politiques de développement social apporteront les contributions de leurs spécialistes, en particulier à la phase de l'examen collégial (tableau 5). L'échange d'idées et le processus d'examen collégial seront facilités par l'utilisation de logiciels de collaboration.

Tableau 5
Groupes d'examen collégial

Spécialisation de leurs membres	Rôle	Sections des Profils STEPS			
		Contexte	Production	Emploi	Société
#1 Spécialiste des pays ou des sous-régions	Externe	Nécessaire	Nécessaire	Nécessaire	Nécessaire
#2 Spécialiste des pays	Interne	Nécessaire	Nécessaire	Nécessaire	Nécessaire
#3 Spécialiste thématique	Interne	Optionnel	Nécessaire	Optionnel	Optionnel
#4 Spécialiste thématique	Interne	Optionnel	Optionnel	Nécessaire	Optionnel
#5 Spécialiste thématique	Interne	Optionnel	Optionnel	Optionnel	Nécessaire

Note : Le projet de document doit être présenté par son auteur principal ou par le chef de groupe du bureau sous-régional en question.

Enfin, l'intégration au bon moment des indicateurs établis par la CEA dans les Profils STEPS suppose une bonne coordination entre les bureaux sous-régionaux et les divisions de la Commission chargés de produire ces indicateurs, notamment l'Indice de l'intégration régionale en Afrique, par les soins de la Division du commerce et de l'intégration régionale, l'Indice africain de développement social et l'Indice du développement et des inégalités entre les sexes en Afrique, par les soins de la Division des politiques de développement social.

Liens externes

La production des Profils STEPS suppose une active collaboration avec les institutions nationales et internationales qui s'emploient à collecter et à produire des données et du savoir pertinents. Parmi ces institutions figurent les bureaux nationaux de statistique, les principaux ministères techniques, les banques centrales, les communautés économiques régionales et les institutions spécialisées des Nations Unies comme l'OIT et l'ONUDI. L'intérêt de ces contributions d'acteurs différents est de faciliter l'échange d'informations et de données utiles, de discuter les options de politique générale et de s'assurer de la qualité du document produit. Cependant, cette collaboration étroite suppose des engagements formels au plus haut niveau politique entre la CEA, les autorités nationales et les organisations internationales¹⁰.

7.3 Fréquence et calendrier

Selon le projet de budget-programme pour l'exercice 2016-2017, chaque bureau sous-régional s'engage à produire huit « profils de pays et profils sous-régionaux » pendant l'exercice. C'est pourquoi chaque bureau sous-régional doit produire chaque année au moins quatre Profils STEPS de qualité¹¹. La production suivra un calendrier conçu par roulement, car les bureaux sous-régionaux ont des dotations de ressources assez semblables, mais le nombre de pays couverts varie considérablement (tableau 6). Certains bureaux sous-régionaux peuvent produire pour chaque pays un profil biennal, tandis que d'autres les publieront tous les trois ans.

Tableau 6
Calendrier de production des profils

BSR	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Afrique du Nord (7)	Égypte Maroc Soudan	Algérie Libye Mauritanie Tunisie	Égypte Maroc Soudan	Algérie Libye Mauritanie Tunisie	Égypte Maroc Soudan	Algérie Libye Mauritanie Tunisie
Afrique de l'Ouest (15)	Côte d'Ivoire Guinée Niger Sénégal	Cabo Verde Gambie Ghana Nigéria	Bénin Burkina Faso Guinée-Bissau Libéria Mali Sierra Leone Togo	Cabo Verde Côte d'Ivoire Guinée Niger Sénégal	Bénin Burkina Faso Gambie Ghana Nigéria	Guinée-Bissau Libéria Mali Sierra Leone Togo

¹⁰ Ce fait a été déjà reconnu dans la note conceptuelle initiale sur les profils de pays (p. 9).

¹¹ C'est également la recommandation contenue dans la note conceptuelle initiale sur les profils de pays (p.37)

Afrique centrale (7)	Cameroun Congo RCA Sao Tomé-et-Principe	Guinée équatoriale Gabon Tchad	Cameroun Congo RCA Sao Tomé-et-Principe	Guinée équatoriale Gabon Tchad	Cameroun Congo RCA Sao Tomé-et-Principe	Gabon Guinée équatoriale Tchad
Afrique de l'Est (14)	Kenya Ouganda Rwanda Tanzanie	Burundi Djibouti Madagascar RDC Somalie	Comores Érythrée Éthiopie Seychelles Soudan du Sud	Kenya Ouganda Rwanda Tanzanie	Burundi Djibouti Madagascar RDC Somalie	Comores Érythrée Éthiopie Seychelles Soudan du Sud
Afrique australe (11)	Botswana Lesotho Namibie Zambie Zimbabwe	Afrique du Sud Angola Malawi Maurice Mozambique Swaziland	Botswana Lesotho Namibie Zambie Zimbabwe	Afrique du Sud Angola Malawi Maurice Mozambique Swaziland	Botswana Lesotho Namibie Zambie Zimbabwe	Afrique du Sud Angola Malawi Maurice Mozambique Swaziland

Note : BSR : bureau sous-régional ; RDC : République démocratique du Congo ; RCA : République centrafricaine.

Le calendrier de production, dans l'année, tiendra compte du calendrier prévu pour la publication des données statistiques de façon que ces profils utilisent bien les données les plus récentes. Cela leur permettra de comporter les enseignements les plus récents et d'avoir ainsi le maximum d'effet. Cependant, cela suppose aussi une rationalisation de la production de ces profils afin d'éviter les retards – notamment la longueur du processus d'examen collégial, le temps excessif consacré à l'édition et à la traduction, les retards dans l'impression, etc.

La fréquence proposée permettra de suivre la transformation structurelle, phénomène relativement lent – en particulier par comparaison avec les indicateurs macroéconomiques habituels. Cependant, les Profils STEPS pourront être accompagnés de mises à jour brèves afin de tenir compte des données les plus récentes et des changements intervenus dans le choix des politiques. Le principal objectif des **mises à jour STEPS** est d'accroître la durée de vie des Profils. Ces mises à jour devraient être très brèves – une page ou deux – et porter exclusivement sur les données nouvelles et sur les nouvelles orientations. S'agissant de leur fréquence, trois options pourraient être envisagées : i) des mises à jour trimestrielles, ii) semestrielles et iii) annuelles. La première option supposerait un suivi étroit de la situation dans chaque pays, mais pourrait exiger beaucoup de ressources sans nécessairement apporter d'enseignements nouveaux étant donné la nature de la question.

7.4 Ressources nécessaires

La fabrication des Profils STEPS nécessitera la participation du personnel des bureaux sous-régionaux comme des divisions de la CEA. Dans la section qui suit, on dégage les implications humaines et financières pour les bureaux sous-régionaux – une fois exclus les profils sous-régionaux.

Ressources humaines

Le nombre moyen de Profils STEPS et les mises à jour envisagées peuvent être calculés conformément au calendrier de production présenté plus haut et aux diverses options en matière de mise à jour. Dans l'exemple ci-dessous, le bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, qui couvre 15 pays, devrait produire cinq Profils STEPS et 10 à 55 mises à jour par an (tableau 7). Ces estimations supposent que tous les Profils STEPS seront bien publiés, et aussi que tous les pays devront faire des mises à jour ou publier de nouveaux profils.

Tableau 7

Exemple du bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest

Mise à jour trimestrielle	Année 1				Année 2				Année 3				Total	Moyenne
	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4		
Profils	5	-	-	-	5	-	-	-	5	-	-	-	15	5
Mises à jour	10	15	15	15	10	15	15	15	10	15	15	15	165	55
Mise à jour semestrielle	Année 1				Année 2				Année 3				Total	Moyenne
	s1		s2		s1		s2		s1		s2			
Profils	5		-		5		-		5		-		15	5
Mises à jour	10		15		10		15		10		15		75	25
Mise à jour annuelle	Année 1				Année 2				Année 3				Total	Moyenne
Profils	5				5				5				15	5
Mises à jour	10				10				10				30	10

Notes : T : trimestrielle ; S : semestrielle. La formule utilisée pour calculer le nombre moyen de mises à jour trimestrielles est « (t-1)*pays/an », ce qui donne dans le cas présent « (12-1)*15/3 = 55 ». Pour les mises à jour semestrielles, la formule est « (s-1)*pays/an », ce qui donne « (6-1)*15/3 = 25 ».

En supposant que l'établissement d'un Profil STEPS nécessite 2,5 mois de travail et qu'une mise à jour exige 7 jours, on peut estimer la charge de travail par bureau sous-régional. La rédaction des profils nécessite des recherches, des missions, l'analyse de données et des politiques, un travail de rédaction, de révision et de diffusion. S'agissant des mises à jour, elles peuvent être faites assez vite, mais la collecte et l'analyse des informations de référence et relatives aux politiques suivies prennent beaucoup plus de temps. La charge de travail pour chaque bureau sous-régional (mesurée en mois de travail) est divisée par le nombre estimatif d'auteurs principaux (quatre par bureau sous-régional) et la charge de travail pour chaque fonctionnaire est alors calculée en proportion du temps total consacré à la fabrication des profils et aux mises à jour respectives (tableau 8)¹². Il ressort de ce calcul que

¹² Cette hypothèse découle du constat que certains bureaux sous-régionaux ne comptent que trois fonctionnaires de la classe d'administrateur, en dehors du chef du groupe – voir la note conceptuelle initiale (p.9, note de bas de page 2). En outre, le temps de travail total disponible d'un membre du personnel (environ 10,2 mois) prend en compte les congés annuels et les jours fériés de l'ONU (8 semaines).

Annexe

Figure 1
La définition de la transformation structurelle

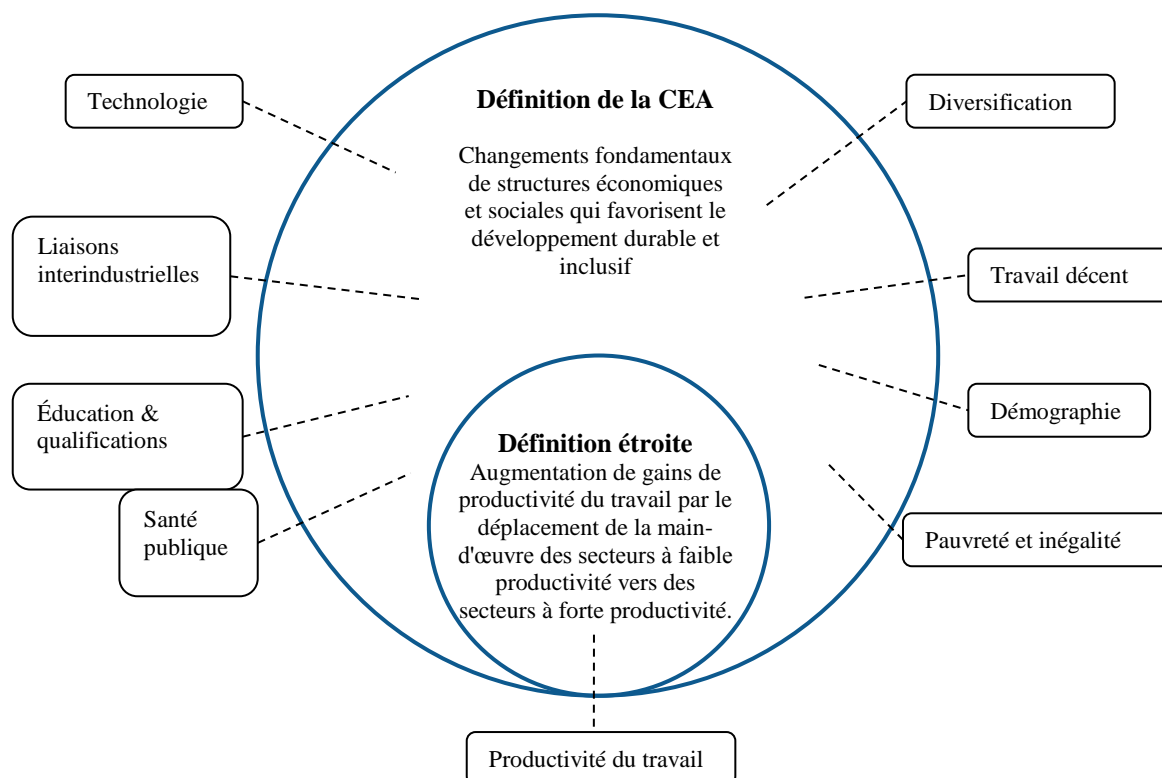
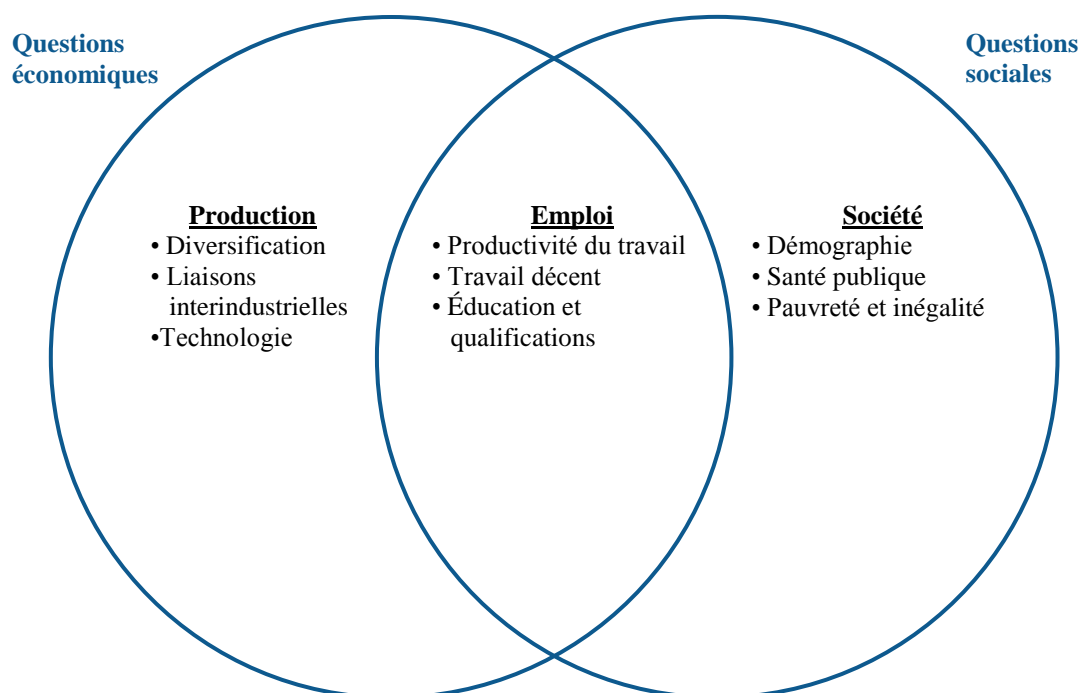


Figure 2
L'équilibre entre les questions économiques et sociales



si les mises à jour sont trimestrielles, la charge de travail passe de 41 % à 74 %, si elles sont semestrielles de 30 % à 50 % et si elles sont annuelles de 24 % à 39 %.

Tableau 8

Charge de travail estimée (moyenne par an)

BSR (nombre de pays)	Nombre de profils	Nombre de mises à jour			Pourcentage du temps de travail		
		3m	6m	12m	3m	6m	12m
Afrique de l'Ouest (15)	5,0	55	25	10	74	50	39
Afrique de l'Est (14)	4,7	51	23	9	69	47	36
Afrique australe (11)	5,5	39	17	6	64	47	38
Afrique centrale (7)	3,5	25	11	4	41	30	24
Afrique du Nord (7)	3,5	25	11	4	41	30	24

Note : Le bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest et le bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est produisent leurs Profils STEPS tous les trois ans ; les autres bureaux sous-régionaux tous les deux ans.

On se souviendra que le personnel des bureaux sous-régionaux a aussi tout un ensemble d'autres activités à accomplir : services organiques des réunions des organes intergouvernementaux et d'experts, notamment le Comité intergouvernemental d'experts (CIE) et les réunions spéciales de ces groupes ; leur contribution aux publications périodiques (profils par pays et sous-régionaux) et non périodiques ; leur contribution aux opérations communes et aux services des réunions interorganisations ; et enfin la coopération technique (services consultatifs, par exemple). Il faudra donc prévoir sans doute des ressources supplémentaires en consultants ou stagiaires, pour s'assurer que le personnel des bureaux sous-régionaux dispose du temps nécessaire pour produire des documents de qualité.

Ressources financières nécessaires

Il est possible de chiffrer le coût financier total de la production des Profils STEPS. Pour cela, les hypothèses de travail sont les suivantes : i) chaque profil nécessite du travail d'un membre du personnel du bureau sous-régional sous forme de deux missions de cinq jours (une pour la collecte des informations et l'autre pour la diffusion), ii) l'indemnité journalière de subsistance moyenne est fixée à 275 dollars, iii) le billet d'avion coûte en moyenne 1 500 dollars, iv) un consultant local coûte 10 000 dollars, v) les coûts de diffusion sont de 5 000 dollars (en excluant les dépenses de personnel)¹³. On aboutit à un coût de 20 750 dollars par Profil STEPS. Cependant, ces estimations ne tiennent pas compte de l'examen collégial, de l'édition, de la traduction et des opérations générales de vente.

¹³ Les hypothèses sont tirées de la Note conceptuelle initiale (p.35).